

d'une stratégie globale et complète. Ce n'est là qu'un élément de la lutte contre l'inflation. Non seulement cela aiderait de nombreux Canadiens aux prises avec des taux d'intérêt élevés, mais cela serait aussi plus compatible avec une stratégie industrielle pour le Canada. Des taux réduits nous offriraient, compte tenu de notre structure économique, des options et des occasions plus nombreuses de nous soustraire à l'hégémonie américaine. Autrement dit, la solution à long terme se trouve dans la réduction des taux d'intérêt. La politique actuelle ne constitue qu'un cataplasme temporaire. Des taux d'intérêt au moins aussi élevés que les taux actuels condamnent tout programme de développement économique vraiment efficace à l'échec. Les gens qui ont recours aux cataplasmes et aux entourloupettes miracles, ce sont ceux-là même qui nous font face.

M. Smith: Non, c'est là-bas qu'ils sont.

M. Riis: Notre chef a parlé d'un nouveau programme d'emplois pour les Canadiens qui aboutirait directement à la création de nouveaux emplois. S'il a parlé d'une réduction des taux d'intérêt, c'est uniquement comme partie intégrante de ce programme. D'autres éléments devraient intervenir également. Il y a, par exemple, le programme de construction de maisons qui fournirait de l'emploi aux travailleurs de la forêt, du bâtiment et des services. Il y a aussi le projet de réduction d'impôt dans le cas des Canadiens dont le revenu est moyen ou faible, projet qui contribuerait à stimuler l'économie. Je ne vous entretiendrai pas de certaines options dont on a déjà beaucoup parlé. Je m'arrêterai toutefois à peut-être la plus importante, c'est-à-dire, celle des voies et moyens de venir en aide à l'industrie manufacturière canadienne.

• (1240)

Le parti libéral, encore une fois appuyé par les conservateurs progressistes, qui en fait l'encourage fortement dans ce sens, estime que la solution à notre malaise ou dilemme économique, ce sont les mégaprojets, l'exploitation de nos ressources naturelles non-renouvelables. Je dois dire que même si cela remédie temporairement à la situation comme programme économique d'ensemble, ce n'est pas une formule pour l'avenir. C'est tout simplement ajouter du même au pareil. En fait, cette attitude existe au pays depuis le XIX^e siècle, alors que nous exportions encore une fois matières premières, fourrures, bois équarri et poisson. Nous avons gardé la même mentalité. Ce n'est sûrement pas ainsi qu'on doit faire face aux défis économiques de l'an 1980, en exploitant tout simplement, plus rapidement et plus complètement, nos ressources naturelles non renouvelables: le pétrole et le charbon.

A notre avis, pour obtenir la sécurité d'emploi et la stabilité à long terme, et pour créer une base économique solide, nous devons développer et renforcer notre secteur manufacturier. Non seulement il faudrait renforcer ce secteur parce qu'il est créateur d'emplois, mais encore parce qu'il constitue l'une des principales difficultés de notre balance des paiements.

M. Huntington: Expliquez-nous donc.

M. Riis: Au chapitre de la fabrication, nous affichons un déficit de 21 milliards de dollars.

M. Huntington: Comment ferez-vous, dites-nous?

Les subsides

M. Riis: Je vais vous le dire. Un peu de patience. Il y a un déficit de 21 milliards de dollars au chapitre de la fabrication. Nous importons donc pour mille dollars de plus que nous n'exportons pour chaque Canadien, homme, femme ou enfant. Et cette somme de mille dollars ne fait qu'augmenter. En 1970, le déficit était de 2,5 milliards de dollars. Aujourd'hui, il atteint déjà 21 milliards. On peut être certain que les politiques monétaire et financière actuelles ne feront qu'aggraver la situation.

M. Huntington: De quelle année s'agit-il?

M. Riis: Une crise profonde menace le secteur manufacturier et le gouvernement ne semble en faire aucun cas. Le parti progressiste conservateur ne s'en préoccupe pas non plus avec tout l'enthousiasme qu'il met à préconiser la réalisation de mégaprojets.

M. Huntington: Quelle est votre solution?

M. Nystrom: Voilà encore les conservateurs qui défendent les libéraux!

M. Riis: Si on épongeait ce déficit de 21 milliards de dollars, cela créerait 200,000 emplois pour les Canadiens.

M. Huntington: Avec quoi?

M. Riis: Je peux assurer aux députés que ce serait une bonne nouvelle pour les habitants de ma région, une des plus prospères du pays, où le taux de chômage à l'heure actuelle dépasse 20 p. 100.

M. Huntington: Pourquoi?

M. Benjamin: A cause de la libre entreprise.

M. Riis: Le député à ma droite demande pourquoi. C'est à cause de la structure économique actuelle au Canada, à cause de la politique monétaire du gouvernement actuel et à cause de la politique fiscale actuelle.

M. Nystrom: Les théories économiques de MacEachen, quoi!

M. Riis: J'espère que c'est suffisant comme explication. Que pouvons-nous faire pour éponger le déficit?

M. Evans: Et le secteur minier? On le ferme aussi?

M. Riis: Une des initiatives évidentes à prendre serait de concentrer nos efforts dans certains domaines clés de l'économie et de conclure avec les multinationales des ententes sur la production dans les secteurs clés. Qu'elle soit destinée à l'exportation ou au marché canadien, la production doit être équivalente aux ventes au Canada. Il faut que les multinationales produisent davantage au Canada et qu'elles achètent davantage de pièces détachées aux fournisseurs canadiens. En d'autres termes, si les multinationales veulent faire des bénéfices au Canada, elles doivent y créer des emplois. Ce n'est pas trop leur demander. Voyez ce que les autres pays industrialisés de l'Ouest exigent des investisseurs étrangers. Ils en exigent autant. La demande n'est ni nouvelle ni différente. Nous demandons simplement que le gouvernement canadien traite les investisseurs étrangers comme essentiellement, les traitent tous les autres gouvernements des pays occidentaux industrialisés. Nous pouvons faire comme eux dans certains secteurs comme les transports, l'industrie automobile, les télécommunications et l'aéronautique.